



Certiphyto Etude-évaluation sur le dispositif expérimental de formation préparatoire à l'obtention du certificat

Comment mobiliser les acteurs du monde agricole sur les enjeux de la réduction de moitié de l'utilisation des produits phytosanitaires d'ici à 2018 ?

Pourquoi un dispositif expérimental de formation ?

A compter de 2015, un certificat d'aptitude baptisé Certiphyto sera nécessaire à tous les utilisateurs ou prescripteurs professionnels de produits phytosanitaires.

Plus précisément, le Certiphyto (anciennement DAPA) est un certificat obligatoire pour toute personne qui, professionnellement, utilise, conseille, vend et distribue des produits phytosanitaires.

Deux textes réglementaires-clés sont à l'origine du Certiphyto :

- la directive-cadre européenne adoptée par le Parlement européen le 13 janvier 2009 qui prévoit la mise en place avant 2015 de formations et certificats pour les distributeurs, les conseillers et les applicateurs de produits phytosanitaires ;
- l'axe 8 du Plan Ecophyto issu du Grenelle II de l'environnement qui a pour objectif une « réduction de 50 % des usages de pesticides dans les dix ans, si possible ». Ces textes s'inscrivent dans un projet plus vaste « Objectif Terres 2020 », né de la volonté de construire un nouveau modèle agricole français, caractérisé par une agriculture durable, c'est-à-dire à la fois compétitive et respectueuse des ressources naturelles et de l'environnement.

Les connaissances et les compétences permettant l'obtention du Certiphyto sont les suivantes :

- savoir identifier les risques liés à l'utilisation des produits phytosanitaires, savoir les prévenir ou réagir en cas d'intoxication ;
- savoir évaluer les risques au niveau du siège d'exploitation et être en mesure d'en limiter également les impacts sur l'environnement ;
- être capable de définir des stratégies pour réduire l'utilisation de ces produits et en limiter les impacts sur l'environnement ;
- savoir raisonner l'utilisation des produits phytosanitaires et organiser leur application.

Quatre voies d'accès pour la validation du Certiphyto ont été déterminées :

- la voie A permet une délivrance directe du certificat au vu des diplômes, titres et certifications professionnelles obtenus ;
- la voie B consiste à délivrer le certificat à l'issue d'une évaluation QCM réussie ;
- la voie C permet d'effectuer un test de positionnement QCM une séquence de formation sur la santé et la sécurité et, en cas d'échec au QCM, de suivre une journée de formation complémentaire d'une journée ;
- la voie D correspond à deux jours de formation, sans test de positionnement.

VIVEA, principal financeur du dispositif, commande une étude-évaluation à BVA

Pour se préparer à la mise en œuvre de ce dispositif d'une ampleur sans précédent, le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche, en concertation avec les organisations professionnelles agricoles, a lancé une expérimentation des voies C et D entre septembre 2009 et juin 2011. Celle-ci est gratuite pour les agriculteurs chefs d'entreprise du fait du montage financier élaboré et mis en œuvre par VIVEA. Ainsi, les subventions obtenues par VIVEA auprès du FEADER et de FranceAgriMer, en complément des fonds apportés par VIVEA, permettent un financement intégral de la formation. Le but de cette expérimentation est de tester les modalités pédagogiques et leurs mises en œuvre pour rendre opérationnel sur tout le territoire et de façon pérenne le dispositif à partir de 2011.

Impliqué depuis deux années comme partenaire des prin-

cipales organisations agricoles et du ministère de l'Agriculture, dans la réflexion et la production du dispositif Certiphyto, VIVEA est le financeur majeur de la partie formation de ce dispositif, dans les voies C et D, et est amené à s'engager d'une manière significative sur ce plan.

Soucieux de mesurer l'efficacité des fonds apportés, VIVEA a demandé à l'Institut BVA de mener une étude qualitative et quantitative auprès des agriculteurs-contributeurs, des organismes agricoles et organismes de formation, engagés dans la voie D majeure (avec un zoom sur la voie C), à des fins :

- d'évaluation des formations offertes pendant la période expérimentale ;
- d'identification des conditions nécessaires au développement de formations complémentaires en matière de développement durable.

Sommaire

Page 1

- Certiphyto Etude-évaluation sur le dispositif expérimental de formation préparatoire à l'obtention du certificat
- VIVEA, principal financeur du dispositif, commande une étude-évaluation à BVA

Page 2-5

- Des motivations d'inscription à la formation préparatoire plutôt pragmatiques
- Des stagiaires satisfaits, voire très satisfaits !
- La méthodologie d'enquête mise en œuvre par BVA
- Des changements d'attitude et de pratiques à l'issue de la formation préparatoire

Page 6

- « Bonnes pratiques » de formation : préconisations et leviers de sensibilisation pour les agriculteurs potentiels et réfractaires

Analyse des résultats de l'étude

Des motivations d'inscription à la formation préparatoire plutôt pragmatiques

Sensibilisés à la communication mise en place par les organismes de proximité (coopératives, Chambres d'agriculture, Maisons familiales et rurales, syndicats...) les invitant à s'inscrire aux stages de formation pendant la période expérimentale, pour une majorité d'agriculteurs, soit plus de 85 %, l'inscription aux formations préparatoires au Certiphyto était au départ motivée par des considérations très pragmatiques : obtenir le sésame obligatoire pour pouvoir continuer d'utiliser les produits phytosanitaires sur l'exploitation.

C'est dans une posture quelque peu désimpliquée que les agriculteurs se sont rendus à cette formation « ça ne va pas m'apporter grand-chose, à part le papier ».

Toutefois, en creux, c'est une aspiration à vouloir se conduire en professionnel responsable et en professionnel conscient des risques pour sa santé et celles de ses proches, qui pointe au travers d'autres chiffres.

Ils étaient en effet 65 % à souhaiter que cette formation leur apporte un approfondissement des connaissances techniques sur l'utilisation des phytosanitaires ainsi que des informations mises à jour sur les normes : « Les produits, on les utilise mais on ne les connaît pas » ; « C'est un domaine où tout évolue vite et il faut être informé des dernières mises aux normes ».

Ils étaient près d'un agriculteur sur deux (45 %) à exprimer des attentes

par rapport aux enjeux de santé, parce que le plus souvent sensibilisés par des accidents d'intoxication les concernant, des maladies ou des décès de collègues certainement imputables aux phytos... « Avant on n'avait pas conscience du tout, on employait des produits à la limite beaucoup plus toxiques et aujourd'hui ça me fait peur. J'ai un problème de santé ».

La gratuité des stages décidée par VIVEA a été également un facteur incitatif pour 27 % d'entre eux.

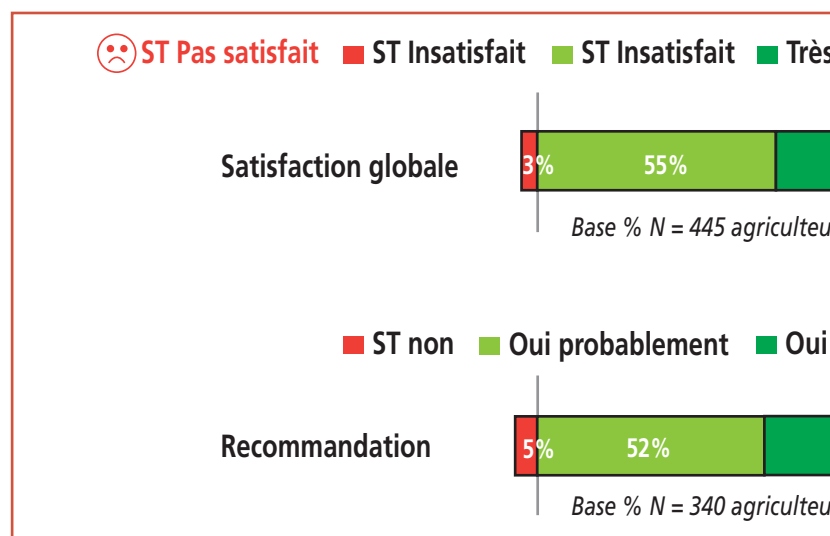
Des stagiaires satisfaits, voire très satisfaits !

On peut parler de « bonne surprise » chez ces agriculteurs qui se sont rendus dans ces stages sans grand enthousiasme ou avec des a priori

et qui, à l'issue des deux jours, sont repartis sur leur exploitation satisfaits et contents avec le sentiment d'avoir « appris » et « compris » !

« On s'attendait à des journées inutiles et un traitement superficiel des sujets. Mais on a été agréablement surpris » ; « Je ne regrette pas de l'avoir fait : c'était intéressant parce que j'ai quand même appris des trucs » ; « Ça nous a servi quand même » ; « On a appris parce qu'on croit tout connaître et on ne connaît pas tout » ; « Bon... c'était obligatoire... mais j'ai quand même appris des choses, notamment sur la protection ».

Les chiffres sont révélateurs : 97 % d'agriculteurs se sont dit satisfaits de la formation Certiphyto et, parmi eux, on compte 42 % de très satisfaits !



La méthodologie d'enquête mise en œuvre par BVA

Une étude qualitative préalable a été conduite de janvier à mars 2010, afin d'analyser les perceptions, axes motivationnels, freins associés au dispositif de formation Certiphyto (voie D majeure) et d'évaluer, dans un contexte de retour d'expérience, les principaux acquis et bénéfices induits pour améliorer, développer et promouvoir le dispositif auprès de l'ensemble des cibles concernées.

Trois cibles ont été investiguées dans le cadre de cette première phase qualitative :
• 25 agriculteurs-contributeurs stagiaires qui avaient participé aux formations préparatoires au Certiphyto pendant la période expérimentale ont été interviewés individuellement en face à face ou par téléphone pendant une heure : il s'agissait

de dresser un bilan de satisfaction des stagiaires sur la formation, apprécier les acquis qui en résultent, la volonté de les mettre en œuvre, et mettre au jour leurs attentes en matière d'autres dispositifs de formation ;

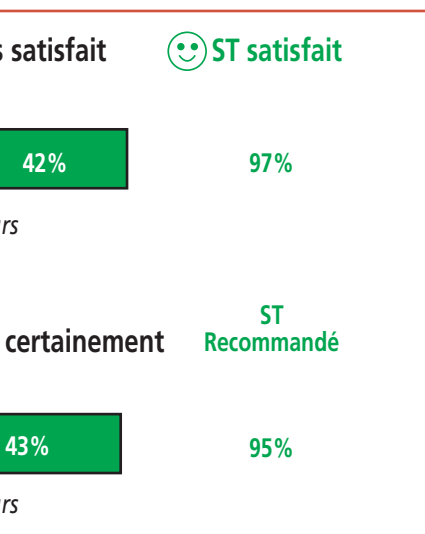
• 32 agriculteurs-contributeurs potentiellement concernés par la formation

ont participé à des tables rondes (soit 4 tables rondes de 8 personnes) : il s'agissait de cerner les freins et motivations au suivi de la formation préparatoire au Certiphyto, leurs attentes et identifier les leviers incitatifs au suivi des formations ;
• 20 responsables et formateurs d'organismes de formation et/ou des organismes agricoles partenaires (Chambres d'agriculture, coopératives, CFPPA, MFR, FNSEA...) ont été interviewés individuellement en face à face ou par téléphone pendant 1h/1h30 : il s'agissait de comprendre leur perception et analyse du dispositif, de ses objectifs, des résistances

L'autre indice révélateur d'une bonne satisfaction, a été la propension des stagiaires à jouer les « ambassadeurs » de cette formation auprès de leurs collègues agriculteurs, afin de les inciter à s'inscrire: « *J'ai dit que j'étais content, qu'il fallait y aller, que c'était des journées sympas* »; « *J'en ai parlé autour de moi, en disant que cette formation nous sensibilise bien sur les produits qu'on utilise vraiment sans faire attention* ».

Les agriculteurs semblent avoir pu retirer de ces stages de réels bénéfices tant en termes techniques (l'apprentissage de données nouvelles, la confortation des connaissances) que psychologiques (partage d'expérience, regain de confiance...).

« *On a parlé avec franchise* »; « *Il y a eu des échanges entre nous sur les*



pratiques de chacun. C'est toujours intéressant de voir ailleurs ce qui se passe »; « *La convivialité avec les autres exploitants, c'était important parce que l'on a parlé avec franchise et on s'est rendu compte que l'on n'était pas toujours très correct, et que ce*

n'était pas évident non plus de respecter les bonnes pratiques ».

Il faut souligner que ce qui a largement contribué à la satisfaction générale, c'est la mobilisation et le professionnalisme des acteurs agricoles de proximité dans la mise en place de ce dispositif (Chambres d'agriculture, distribution agricole, syndicats, Maisons familiales et rurales, CFPPA, coopératives agricoles, etc.) ainsi que leur connaissance de la psychologie et de la mentalité des agriculteurs qui leur a permis de trouver des méthodes et des moyens pour faire passer les messages en douceur et ménager les susceptibilités.

En cela, cette opération a pu se révéler pour les agriculteurs comme une promesse de réponse aux attentes d'accompagnement sur le dossier de réduction des phytosanitaires, qui va en effet nécessiter un soutien technique d'ampleur au regard de la complexification du métier de producteur avec moins de chimique...

rencontrées, et cerner les moyens mis en œuvre pour assurer la réussite du dispositif et rendre les formations les plus opérationnelles possibles.

En termes de périmètre d'étude, plusieurs zones géographiques ont été ciblées dans l'Hexagone : Bretagne, Pays de la Loire, Centre, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Basse-Normandie, Franche-Comté, Rhône-Alpes, PACA, Limousin, Bourgogne.

Ces régions ont été ciblées avec un double objectif : couvrir à la fois les différentes spécialités agricoles (céréalières, viticoles, arboriculture/maraîchage, élevage) mais aussi les différents types d'organismes

de formation impliqués dans le dispositif (Maisons familiales, Chambres d'agriculture, coopératives, syndicats...).

Suite à cette étude qualitative, un sondage **par enquête auto-administrée** a été mené, d'avril à juin 2010 dans les mêmes zones de production, **auprès de 488 agriculteurs ayant participé à la formation préparatoire au Certiphyto à son stade expérimental**.

Ce sont les principaux résultats de ces études qualitative et quantitative que nous vous invitons à découvrir, avec un zoom plus particulier sur les agriculteurs-contributeurs stagiaires.

Autre point positif à signaler : les stages ont pu jouer un rôle cathartique, en permettant de libérer la parole des agriculteurs et de lever un tabou (les « pesticides ») ce qui constitue une première au niveau national : aborder le thème de la réduction des phytosanitaires de façon frontale (comme l'ont démontré d'ailleurs les tables rondes d'agriculteurs stagiaires potentiels dont les attitudes défensives au départ ont évolué positivement en cours de réunion au fur et à mesure qu'ils s'approprièrent les enjeux de réduction et qu'ils devenaient acteurs de leur changement).

Les éléments de satisfaction se situaient à plusieurs niveaux :

- **au niveau de l'organisation :** le nombre de stagiaires – les modalités d'inscription – le lieu – les horaires – la durée – la composition des groupes – les supports ;
- **au niveau du contenu :** l'intérêt des thèmes abordés – le nombre – la diversité – le niveau d'approfondissement.

Au niveau des moyens utilisés, les agriculteurs ont apprécié toute une batterie de moyens déployés. A savoir :

- l'intervention des professionnels de santé et des experts techniques sur les risques liés à l'utilisation des phytosanitaires pour soi-même et les tiers ;
- la reconnaissance des phrases de risque sur les étiquettes de produits ;
- la démonstration des équipements de protection ;
- la visite d'un local de stockage des produits phytosanitaires et d'une aire de remplissage d'un pulvérisateur ;
- la démonstration de matériel et la reconnaissance des adventices.

Certains points, cependant, ont fait l'objet d'une satisfaction moindre.

En particulier :

- « l'équilibre entre les informations théoriques et pratiques », à corrélérer avec « les moyens utilisés (démonstration, visite, intervention) » : une réserve plus liée au profil des agriculteurs souvent rétifs à tout ce qui est trop théorique et statique ;
- « la qualité de l'intervention du ou des intervenant(s) extérieur(s) » à corrélérer avec « la qualité de l'intervention du ou des formateur(s) (ou animateur) » : c'est l'expression

d'un rejet de formateur ou intervenant trop dans le magistral, le dogmatisme et/ou pas suffisamment expert dans son domaine.

Des changements d'attitude et de pratiques à l'issue de la formation préparatoire

L'objectif de sensibilisation fixé par les organismes partenaires/formation, semble avoir été atteint : les témoignages des agriculteurs-stagiaires montrent, qu'à l'issue des stages, ils ont pris conscience des enjeux de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires et ont pu déjà dans ce sens opérer un début de changement au niveau des attitudes et des comportements.

Les domaines dans lesquels les agriculteurs considèrent avoir le plus appris sont :

- l'évaluation des risques sur l'exploitation ;
- les pratiques et les aménagements visant à limiter la dispersion des produits, les systèmes alternatifs, le choix des produits adaptés et la prévention des résistances ;

- l'utilisation des produits phytosanitaires, les mesures de prévention et les intoxications : « J'ai pris encore plus conscience de la nocivité des produits » ;
- l'évaluation de la nécessité d'intervenir, le raisonnement de l'intervention, l'organisation de la traçabilité tout au long de la culture, du stockage et de l'élimination des déchets.

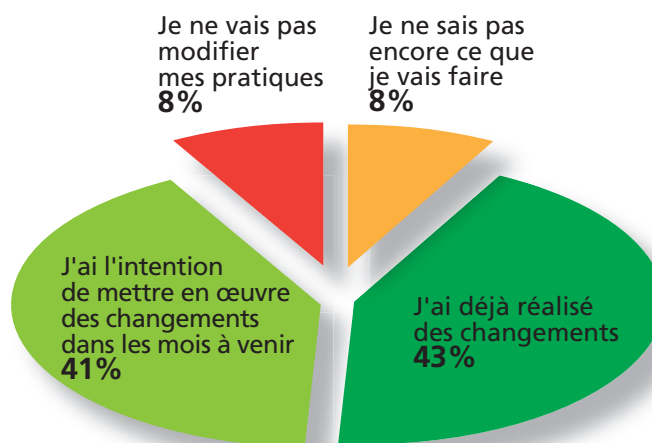
Trois points ont particulièrement interpellé les stagiaires, points sur lesquels on a entrepris ou on compte entreprendre des changements :

- **la protection de l'applicateur :** comment mieux utiliser les équipements de protection individuelle (gants-masque-combinaison...)

« La démonstration de la MSA m'a marqué : il faut se protéger la peau » ; « J'ai pris conscience que j'étais mal protégé » ; « Je vais m'équiper d'un masque et de gants adaptés parce que je mettais des gants de chirurgien jusque-là » ; « J'ai appris qu'il faut faire attention quand on enlève ses gants, comment on les enlève, comment les laver, comment les faire sécher... » ;

- **la protection de l'individu/l'environnement :** aménager/ranger le local phyto ; savoir décrypter les étiquettes, notamment au niveau des

Q26. Suite à cette formation, avez-vous ou allez-vous modifier vos pratiques ?
(Total= 100%, une seule réponse possible)



Base % N = 404 agriculteurs

Analyse des résultats de l'étude

• suite de la page 4

phrases de risque; aménager une aire de remplissage; gérer les fonds de cuve; régler les pulvérisateurs (buses). «*Mon local phyto fait il y a une quinzaine d'année, je sais qu'il n'est plus aux normes, donc, il va falloir que je recharge tout, et le fait d'en visiter un aux normes c'était intéressant*»; «*Je vais mieux rincer et mieux régler le pulvérisateur maintenant*»; «*Dès le lendemain, j'ai acheté des buses plus précises*»; «*J'ai mis en application dès le lendemain ce que j'avais appris sur le local phyto, les étiquettes, mettre le matériel de protection à l'extérieur...*»;

• **la réduction des produits phytosanitaires** par le biais de la rotation, du choix des variétés, des conditions d'application (hygrométrie), des techniques alternatives (binage - densité semis - écart entre les rangs), dose ha, bouillie, les réglages de pulvérisateur...

Au total, 43% des agriculteurs considèrent avoir déjà réalisé des changements et 41% ont l'intention de le faire.

La formation, une étape majeure pour une agriculture durable ?

Nonobstant la satisfaction positive globale et l'impact positif en termes de sensibilisation et de changement de pratiques ou d'intention de changement de pratiques, les agriculteurs stagiaires ont reconnu cependant que de nombreux freins restent à lever et que cette formation ne constitue qu'un point de départ de tout un travail d'acquisition de nouvelles pratiques durables.

Le Certiphyto pourrait constituer le point zéro, le socle d'un accompagnement de l'agriculteur vers une agriculture durable... sous réserve de la prise en compte, dans ces formations, des aspects de faisabilité-rentabilité des pratiques de réduction des phytosanitaires et de viabilité économique des exploitations.

Face au challenge et aux enjeux que représente l'objectif de réduction de 50% de l'utilisation des phytosanitaires, les agriculteurs ont compris qu'ils devaient rester mobilisés. D'où

le souhait, pour 71% d'entre eux, qu'une suite soit donnée à la formation préparatoire au Certiphyto par la mise en place de dispositifs de soutien et d'acquisition de connaissances.

Différentes modalités peuvent être envisagées :

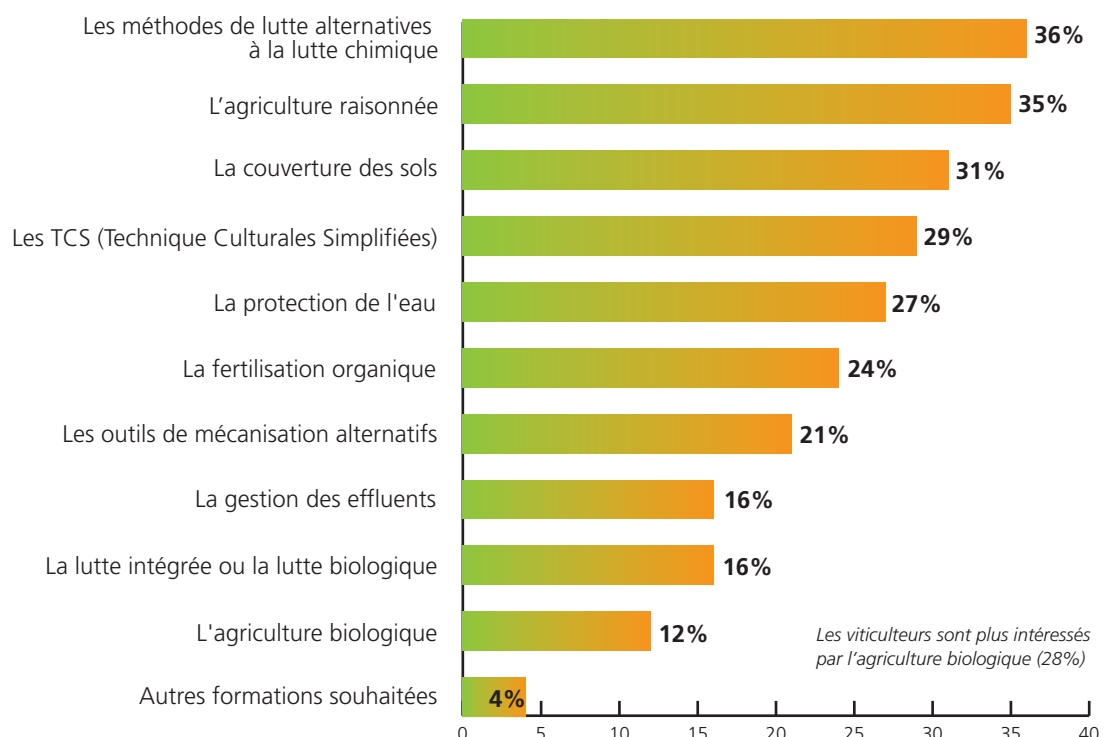
• **des mises à jour régulières des connaissances par des réunions « piqûres de rappel » tous les ans ou tous les deux ans** : une occasion d'évaluer les progrès réalisés et d'actualiser les connaissances sur les normes, les techniques... ;

• **des échanges entre les agriculteurs et/ou avec les formateurs/intervenants via un site internet ou blog participatif** : une interactivité qui permet d'entretenir la motivation et de trouver des solutions communes à un problème individuel notamment ;

• **un soutien technique ponctuel via les techniciens de proximité ou référent conseil** ;

• **des formations approfondies sur des thèmes-clés** (cf. graphique ci-dessous).

Q29. Par quelles autres formations sur les thématiques environnementales seriez-vous intéressé ? Des formations sur... (Total >100%, plusieurs réponses possibles)



Perspectives

« Bonnes pratiques » de formation : préconisations et leviers de sensibilisation pour les agriculteurs potentiels et réfractaires

Au titre des bonnes pratiques de formation à généraliser, les principaux points à retenir par ordre décroissant d'importance :

- mixer le théorique et le concret (visites-démonstration de matériel-essai...);
- présenter les modules dits « rébarbatifs » (normes...) avec des méthodes variées (interactives-ludiques-théoriques);
- faire intervenir des intervenants/experts « pointus » et charismatiques;
- renforcer les modules-clés (méthodes alternatives-réduction des phyto);
- favoriser l'échange, dédramatiser;
- remettre une mallette pédagogique avec des documents-clés et aide-mémoire (normes-techniques alternatives-sites et conseils référents...);
- opter pour des groupes plus hétérogènes dans les zones de grandes cultures/ polyculture pour que la technicité des uns profite aux autres;
- adapter les horaires et les périodes de formation à la spécificité des productions.

S'agissant de la phase de générali-

sation du dispositif, la question de la gestion de l'affluence fin 2014 et de mobilisation des réfractaires se pose avec acuité (les proches de la retraite, les démobilisés, les « bloqués » ou agriculteurs qui craignent d'être mis en face de leur incompétence et de leur inaptitude à évoluer).

Il va falloir faire en sorte de rassurer ces réfractaires et d'envisager différentes modalités, soit une souplesse du dispositif à l'égard des cibles qui ne seront bientôt plus opérationnelles, soit des leviers de sensibilisation incitatifs dans un premier temps, notamment en prenant appui sur des témoignages d'agriculteurs anciens stagiaires (les « ambassadeurs »), sur une communication croisée et intensive des acteurs de proximité et sur des incitations.

En tout état de cause, dans cette deuxième phase, les partenariats devront jouer un rôle fondamental, afin de faciliter la mutualisation des moyens, le maillage communicationnel et montrer aux agriculteurs l'effort de mobilisation-solidarité de tous les acteurs pour les accompagner dans cette démarche d'acquisition de bonnes pratiques phytosanitaires durables.



© photodisc

Ce qu'en disent les stagiaires

Découvrez les témoignages des participants dans les vidéos « Certiphyto » sur le site internet www.vivea.fr (rubrique Agriculteurs). Ces vidéos sont aussi disponibles au format DVD sur commande.
Contact : redaction@vivea.fr

Echanger et partager ses expériences

« Il y a eu des discussions entre nous aussi. Il y a des techniques que moi j'utilise et que mon voisin n'utilise pas. »

« On a décidé d'échanger par mails nos idées, les nouveautés. Ce qui peut nous faire avancer, c'est l'échange sur les petits trucs évidents qu'on peut mettre en place facilement, qui ne coûte pas forcément beaucoup d'argent. »

« Je trouve cela très bien que [le public] soit mélangé au contraire parce que cela fait voir autre chose. »

Acquérir des connaissances

« On s'attendait à des journées inutiles et un traitement superficiel des sujets, mais on a été agréablement surpris. »

« [J'ai] encore plus conscience de la nocivité des produits. »

« On prend conscience du décalage par rapport aux équipements et pratiques (pulvérisateurs, infrastructures...), aux coûts et à la complexité. »

Faire le point sur ses pratiques

« J'ai des habitudes qui ne sont peut-être pas bonnes et je m'aperçois que finalement je peux encore faire des économies, moins polluer, mieux traiter... »

« Oui, j'ai pris conscience de mes mauvaises pratiques sur les bouchons phyto, le stockage... et que je dois encore m'améliorer sur l'utilisation des phyto. »

« Je vais mettre en œuvre des changements sur les semis, le rangement du local phyto. »